

« Les citoyens sont positifs et les politiques alarmistes »

ECOLO Zakia Khattabi dénonce les discours « irresponsables » sur les réfugiés

- La coprésidente des verts appelle à un sursaut des politiques belges dans le dossier de l'asile.
- Les gouvernements régionaux ne trouvent pas plus grâce à ses yeux que le fédéral.

ENTRETIEN

Une semaine après avoir balisé les chantiers internes devant les membres d'Ecolo, à Massembré, Zakia Khattabi fait sa rentrée politique. Elle voulait parler du climat, de la conférence de Paris, on la retrouve vendredi dernier, chez elle, à Ixelles, scotchée au dossier du *Soir* sur les migrants, illustré par Joann Sfar. « C'est ma première rentrée politique, et ce qui se passe, là, ça m'interpelle au plus profond de mon engagement. Ce sont des choix civilisationnels. Et pourtant, les positionnements politiques sont assez particuliers, ils ne prennent pas la mesure de l'enjeu. »

On est sur le court terme et l'urgence ?

Les seules réponses sont comparables : le nombre de places chez Fedasil ou à l'Office des Etrangers. Ce n'est pas une vision structurante, ça. Et puis les discours sont effroyables. C'est une question de choix politique : soit on s'adresse aux plus bas instincts de nos concitoyens, soit on fait appel aux sentiments les meilleurs. Quand un homme ou une

femme politique ose prendre ses responsabilités, les citoyens suivent. On le voit avec Merkel.

Chez nous...

A gauche comme à droite, les discours sont irresponsables.

Personne n'ose dire : on doit accueillir ces migrants, point à la ligne. Tout le monde dit : on doit accueillir ces migrants mais... Elio Di Rupo a dit : « Il faut les accueillir mais en distinguant les réfugiés de ceux qui veulent profiter pour raisons économiques ». Si même la gauche est là-dedans, où va-t-on ?

Les citoyens expriment des inquiétudes...

Oui, les gens ont peur, c'est ça que les sondages disent. Notre responsabilité, c'est de mettre les bons mots sur les réalités. Theo Francken dit que c'est une crise de l'asile comme on n'en a jamais connu ? Faux ! En 2000, on a eu 40.000 réfugiés. Notre responsabilité, c'est de défaire ces discours. Et, quand cette crise sera terminée, on aura chacun un devoir d'inventaire sur la manière dont on a

participé au débat public, comment on a fait pour qu'il bascule dans un camp ou un autre.

Côté flamand, le débat existe, côté francophone beaucoup moins.

C'est un calcul électoraliste pur. Nous, on a eu une parole très tôt, mais on nous a mis en sourdine en nous traitant de doux rêveurs. On a l'impression que les politiques prennent une calculatrice électorale comme boussole. Est-ce l'opinion publique qui fait le discours politique ou est-ce la parole politique qui induit un positionnement de la société civile ? Quand je vois ce qui se passe en Allemagne, je pense que nous avons la responsabilité de porter un message haut et fort.

Vous dites que les partis francophones se taisent pour ne pas froisser l'opinion publique ? Plus que cela : pour orienter l'opinion, c'est encore pire !

N'est-ce pas la responsabilité de tous les présidents ?

Si ! On a tous la responsabilité de calmer le jeu, de poser les

termes du débat de la manière la plus objective et de ne pas jouer à celui qui aura la formule la plus piquante.

Vous plaidez pour une attitude commune des présidents ? Ce serait salubre !

Vous pourriez inviter les autres présidents ?

Oui ! Mais Charles Michel a aussi une occasion de marquer de son empreinte le Seize. Il pourrait entrer dans l'histoire

avec un discours responsable dans ce débat. Quand Robert Badinter est venu avec l'abolition de la peine de mort, les gens n'étaient pas prêts. Si Charles Michel pense que son opinion publique n'est pas prête mais qu'il prenait malgré tout la responsabilité de donner un cap, il en sortirait grandi. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, chez nous, le discours positif est tenu par les citoyens, et le discours alarmiste par les politiques. Contrairement à l'Allemagne où on a une femme d'Etat. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

ANALYSE

A confirmer

Le discours des coprésidents aux rencontres écologiques d'été avait été jugé plutôt tiède. On attendait leur rentrée médiatique avec intérêt. Les Verts voulaient replacer certains dossiers (comme l'urgence climatique) au-devant de l'agenda. Estimant légitimement que la crise des migrants éclipsait tout, Zakia Khattabi et Patrick Dupriez ont changé de stratégie, et ont fait de l'asile leur propos principal, délivrant un message fort. Mais, quand on s'aventure sur d'autres thèmes, le propos se fait plus vague. A l'évidence, les coprésidents doivent encore trouver le ton juste, tant à l'égard du fédéral que des Régions. Et ils doivent choisir les arguments qui portent. Zakia Khattabi entend relancer la machine à idées et à utopies du parti. Les mois prochains permettront de vérifier si elle tient parole.

V.L.A.

débats « Les partis politiques ont du mal à assumer leurs idées »

Vous êtes dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir, mais on vous entend surtout critiquer le fédéral.

J'ai aussi des critiques à l'égard des Régions. En Wallonie, soit ils détricotent ce qu'on a fait, soit ils ne font rien. On entend le PS qui s'indigne de la prolongation des centrales nucléaires au fédéral mais, là où

ils sont à la manœuvre, où ils pourraient préparer la suite et mettre en place une politique énergétique plus ambitieuse que le fédéral, ils ne le font pas. Pire, ils diminuent substantiellement les primes énergie et logement, ils ont recalibré l'alliance emploi/environnement. Quelle est la vision wallonne en matière de mobilité et d'aménagement du territoire ? Ils prennent leur calculatrice comme seule boussole. Le PS et le CDH s'indignent du saut d'index ? Mais où est leur plan de lutte

contre la pauvreté ? A part des effets d'annonce, il n'y a rien.

Le carcan budgétaire ne leur facilite pas les choses ?

Oui, sauf que pour nous, le budget est un levier au service d'une politique. Or, partout, le budget devient la boussole pour mener les politiques.

A vous entendre, c'est une législature pour rien ?

Non seulement on perd cinq ans, mais, pire, on revient en arrière. En Wallonie, c'est retour au vingtième siècle.

Et pas à Bruxelles ?

Là, le problème, c'est qu'ils ne font pas le choix du citoyen. Rudi Vervoort est sensible aux bétonneurs et aux promoteurs, je ne vois pas son projet pour la Région. Du coup, c'est la Ville de Bruxelles qui donne la tonalité pour toute la Région : le stade, le piétonnier,... A

Bruxelles, la réforme de l'Etat est une opportunité de construire une identité bruxelloise, de faire coller les institutions aux réalités bruxelloises. Or ils n'en font rien. On commence donc à avoir quelques inquiétudes sur la manière dont ils vont pouvoir réceptionner les nouvelles compétences, comme la santé ou les allocations familiales.

Vous critiquez les gouvernements, mais les partis ne semblent pas au mieux, à commencer par le vôtre...

Il se passe quelque chose entre les citoyens et les partis. Le politique a laissé la place aux technocrates. Quand on se donne comme unique horizon les exigences budgétaires de l'Europe, c'est le désamour entre le citoyen et le politique parce que ça ne fait pas rêver. Le seul horizon d'Elio Di Rupo hier, de Charles Michel aujourd'hui,

d'aujourd'hui, c'est d'avoir un bon bulletin de l'Europe ! Là, le politique marche sur sa tête. Il faut repolitiser le débat public et se reconnecter aux citoyens qui se détournent des partis dont le seul horizon est la prochaine élection.

Comment se reconnecte-t-on aux citoyens ? Par le porte-à-porte ?

Il faut oser confronter ses propres propositions avec les acteurs de la société civile, il faut oser un discours politique engagé. Nous avons trop expertisé le débat public. Du coup, on se perd dans des débats techniques, on oublie l'objectif.

Mais les partis semblent incapables de produire de nouvelles idées ?

On est dans un espace politique où il faut être crédible. Aujourd'hui, dire qu'on rêve d'un monde où on serait tous égaux,

ça, ça crédibilise la parole politique parce que ce n'est pas une parole de gestionnaire.

Mais on ne les entend pas, vos idées ?

Je ne suis pas sûre qu'on ait du mal à les produire, mais on a du mal à les assumer. Aujourd'hui, le courage ce n'est pas de tenir une position, c'est d'oser ouvrir le débat sur une posi-

tion. Moi, je me suis engagée en politique parce que je rêve de changer le monde, pas de faire de la gestion. ■

**Propos recueillis par
V.La.**